



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
2958-2814**

Numéro 006, Mars 2024

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :

auré HAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel
“(RE)CUEILLIR
LES SAVOIRS”

<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID

<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)

I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Maître conférences, Université Alassane Ouattara

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roval, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître-Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiou, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor : <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID : <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue *AKIRI* n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Études hispaniques

1. **La pragmática en la enseñanza del ELE/ L2:
aproximación a algunos manuales diseñados y usados en Camerún y España**
Roseline FOUODJI WAGOUM Epse DJATSA 1-19

Lettres Modernes

2. **Problématique de l'emploi de la virgule dans *Les Sept douleurs*
de William Aristide Nassidia Combarry**
Tilado Jérôme NATAMA..... 20-36
3. **La masculinisation de l'esprit féminin :
réalisme ou surréalisme dans *Le Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir**
Vincent NAINDOUBA & Serge Simplicie NSANA..... 37-50
4. ***Le roi de Kahel* de Tierno Monénembo : un roman historique à tonalité épique**
Komi Seexonam AMEWU..... 51-72
5. **Dynamique des langues et politique éducative au Mali**
Ousmane Ag NAMOYE & Aldiouma KODIO, 73-88

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

6. **Description morphosyntaxique de l'adverbe du marka**
DAO Nébremy 89-107
7. **Cadre stratégique pour la refondation au Mali :
reconstruction et déconstruction d'une communication**
Adama KODJO..... 108-124

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

8. **Protection des sites archéologiques au Burkina Faso :
le cas du chantier école de Wargoandga**
Lassina SIMPORÉ & Fonyama Elise THIOMBIANO, épouse ILBOUDO 125-138

Histoire

9. **Coopération néerlandaise et développement socioéconomique
du Burkina Faso : cas du PDI/Z (1983-2006)**
Sébastien GUIPO..... 139-155
10. **Le contrôle de la production d'huile par le monopole d'état dans
l'Égypte antique sous domination gréco-romaine**
YAPI Fulgence Thierry 156-167
11. **Eschine et la paix à Athènes au ive siècle avant Jésus-Christ :
dialogue et négociations avec le royaume de Macédoine**
OULAI Fabrice & DAGO Thomas DADIE..... 168-180

- 12. Crises de succession au *Moogo*, de 1897 à 1983 :
cas du *Konkiistēnga* et *Tema***
François RIBOU..... 181-199
- 13. L'art plastique contemporain burkinabè sous l'influence de l'école
des *Avant-gardes* : analyse de quelques productions d'artistes**
Boukary DABAL & KY Jean Célestin..... 200-218
- 14. Les relations controversées entre les musulmans et l'administration
française dans la région de Grand-Bassam (1922-1949)**
Amon Jean-Paul ASSI,..... 219-236
- Géographie**
- 15. Des classes sous paillotes pour étendre l'accès à l'éducation
en milieu rural burkinabè**
Issiaka OUEDRAOGO, Goama NAKOULMA & Aude NIKIEMA 237-254
- 16. Impact des mesures barrières du covid-19 sur les revenus agricoles
des paysans dans la sous-préfecture de Lakota**
Jean-François Aristide GBODJE..... 255-271
- 17. Analyse de la dynamique spatio-temporelle de l'occupation du sol
dans la commune de Niakhar (Fatick, Sénégal) entre 2000 et 2022,
à travers des outils de la télédétection**
Ibrahima DIOUF & Mohamed Lamine NDAO 272-290
- 18. Variabilité climatique dans la Province du Mouhoun
au Burkina Faso de 1991-2021**
Amadou ZAN, Abdoul-Azize SAMPEBGO & Joachim BONKOUNGOU..... 291-302
- 19. Impacts des stations de lavage de véhicules sur l'environnement
et la santé à Korhogo**
DIOMANDE Gondo, Lacina Adama FOFANA & SORO Nambé Arouna..... 303-320
- 20. Exploitation agricole et dégradation forestière dans le département
de Soubré (sud-ouest de la Côte d'Ivoire)**
Mathieu Jonasse AFFRO, Assoh Hortance Aman Epse N'GUESSAN,
Nambegué SORO & Kouamé Felix KOUADIO..... 321-337
- 21. Disparités spatio-temporelles des formations sanitaires publiques
À Brazzaville en république du Congo**
Berchmans Giraldo Audron & Clotaire Claver Okouya..... 338-356
- 22. Recourir aux soins traditionnels à Ouagadougou :
une question de distance ?**
Sidbéniwendé Esaïe Yanogo 357-371
- 23. Des initiatives comportementales pour une gestion organisée
des déchets en commune V de Bamako (Mali)**
Seydou A. TOGOLA, Baba COULIBALY & drissa KELLY 372-386

Philosophie

- 24. Ce que la paix veut dire chez Nietzsche**
Ndéné MBODJI 387-398
- 25. Vers un auto-impérialisme du développement durable :
une analyse bioéconomique de la crise environnementale**
ABLO Ange & OUATTARA Attchoumounan Paulin 399-417
- 26. Platon, Abû Nasr al-Fârâbî et Rousseau :
à propos de l'éducation. Enjeux de la réflexion pour Afrique**
Pamphile BIYOGHE & Alain BOULINGUI MOUSSAVOU 418-429

Anthropologie et sociologie

- 27. Les facteurs explicatifs du retour à la défécation à l'air libre
dans la commune de Karimama au Nord-Bénin**
Soulé EL HADJ IMOROU..... 430-443
- 28. Crise sécuritaire, écoles bilingues et irrédentisme linguistique
au Burkina Faso**
Zomenassir Armand BATIONO..... 444-457
- 29. Pratiques potières dans le District de la vallée du Bandama en Côte d'Ivoire**
Dja Flore KOUASSI-LAGO, Drissa DIARRASSOUBA Bintou TIOTE,
Saran CISSOKO COULIBALY & Lacina COULIBALY 458-475
- 30. Perceptions du VIH et non-observance au traitement antirétroviral
chez les personnes vivant avec le VIH suivies à l'hôpital de jour
du CHU de Bouaké (Côte d'Ivoire)**
Yéchinmèdjo SORO..... 476-488
- 31. Perceptions sociales de la gravité de l'ulcère de Buruli chez les
communautés Baoulé et Bété de Taabo, Djébonoua et Daloa (Côte d'Ivoire)**
Navouon FANNY & Koffi Dermane KOUAKOU..... 489-502
- 32. Analyse des tendances lourdes à l'objectivation du projet
de gestion durable des mangroves à Ouidah au Bénin**
Appolinaire D. GNANVI 503-519
- 33. Structures publiques et privées dans la lutte contre
le VIH/sida à Bouaké : ambivalences et logiques**
Affoua Toutouwa Marie ADOU, Dimi Théodore DOUDOU,
Zié Adama OUATTARA & Lorraine Nadia KOUADIO..... 520-543

Science de l'éducation

- 34. Les difficultés de l'expression orale des étudiants arabophones libyens,
cas des étudiants du département de français de Waddan**
Fodé Baba KEITA..... 544-557

Sciences juridiques et politiques

- 35. An assessment of the challenges of representation
of Cameroonian women in politics**
Stanley Chung DINSI..... 558-575



Les facteurs explicatifs du retour à la défécation à l'air libre dans la commune de Karimama au Nord-Bénin

Soulé EL HADJ IMOROU

*Département de Sociologie-Anthropologie,
Faculté des Lettres Arts et sciences Humaines,
Université de Parakou, République de Bénin,
Email : imorousoule@yahoo.fr*

Résumé

L'objectif de cette étude est d'analyser les facteurs explicatifs du retour à la défécation à l'air libre dans la commune de Karimama au Nord-Bénin. A cet effet, des données ont été collectées auprès de 140 ménages répartis proportionnellement entre les cinq (05) arrondissements de la commune par entretien et questionnaire. La statistique descriptive a été utilisée pour traiter les données quantitatives au moyen du logiciel Excel 2013. Les données qualitatives ont été organisées par centre d'intérêt en tenant compte des objectifs de la recherche. L'analyse du contenu des discours a été utilisée pour le traitement. Les résultats indiquent que, la fin de chaque phase du projet de mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) dans la commune de Karimama, est caractérisée par un abandon total des bonnes pratiques en matière d'hygiène et assainissement. Les principales raisons du retour aux anciennes pratiques sont entre autre l'existence d'autres priorités pour les communautés, la non durabilité des ouvrages et la défaillance du dispositif de suivi post phase projet. Il est alors important que des mesures idoines en corrélation avec les facteurs explicatifs de la désaffection des latrines par les populations de Karimama soient prises en compte dans la définition des stratégies nationales de mise en œuvre des prochains programmes dans le domaine de l'hygiène-assainissement.

Mots clés : Latrines - hygiène - assainissement - Défécation à l'air libre - Karimama

Factors explaining the return to open defecation in the commune of Karimama in North Benin

Abstract

The aim of this study is to analyse the factors that explain the return to open defecation in the commune of Karimama in northern Benin. To this end, data were collected from 140 households distributed proportionally between the five (05) districts of the commune by interview and questionnaire. Descriptive statistics were used to process the quantitative data using Excel 2013 software. Qualitative data were organised by area of interest, taking into account the research objectives. Discourse content analysis was used for processing. The results indicate that, at the end of each phase of the Community-Led Total Sanitation (CLTS) implementation project in the commune of Karimama, good hygiene and sanitation practices were completely abandoned. The main reasons for the return to old practices include the existence of other priorities for the communities, the unsustainability of the works and the failure of the post-project phase monitoring system. It is therefore important that appropriate measures correlating with the factors explaining the disaffection of the Karimama population with latrines are taken into account in the definition of national strategies for the implementation of future hygiene and sanitation programmes.

Key words: Latrines - hygiene - sanitation - open defecation - Karimama

Introduction

Près de 2,1 milliards de personnes n'utilisent pas des installations améliorées d'assainissement. La défécation en plein air est une pratique qui régresse dans toutes les régions du monde. Elle est passée, à l'échelle mondiale, de 1,3 milliard à 673 millions (OMS et UNICEF, 2020, p.8). Malgré cette régression de la défécation en plein air, elle est encore très présente en Afrique subsaharienne. En effet, 49 millions de personnes continuent à déféquer à l'air libre dans cette partie du monde (OMS et UNICEF, 2020, p.16). Au Bénin, d'après le rapport d'Enquête Démographique et de Santé (EDS, 2017-2018, p. 53), environ 87 %, des ménages utilise des ouvrages d'assainissement non améliorées, cette proportion varie de 78 % en milieu urbain à 94 % en milieu rural. Dans plus d'un cas sur deux (54 %), les ménages ne disposent d'aucun type de latrines : cette proportion est nettement plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (69 % contre 34 %). La même enquête, montre que la mortalité et la morbidité infantiles sont à leur niveau le plus élevé dans les régions où les taux de défécation à l'air libre sont les plus importants.

Face à cette situation, de 2015 à 2020, SIA N'SON ONG, avec l'appui financier de l'UNICEF et l'accompagnement technique de la Direction de l'Hygiène et Assainissement de Base (DHAB), a mis en œuvre le projet Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC). A la suite de cette expérience, 149 localités rurales ont adopté la Fin de la défécation à l'air libre (FDAL). En dépit des résultats combien encourageants, le constat aujourd'hui est le retour des communautés de Karimama à leurs anciennes pratiques, notamment la Défécation à l'Air Libre (DAL). Ce constat loin d'être spécifique à une commune, ne saurait laisser indifférent. Dès lors, cette étude se donne pour objectif de comprendre les facteurs explicatifs du retour à la Défécation à l'Air Libre (DAL) en analysant la stratégie de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) afin de trouver les leviers nécessaires pour la rendre plus efficace dans les futurs programmes et projets.

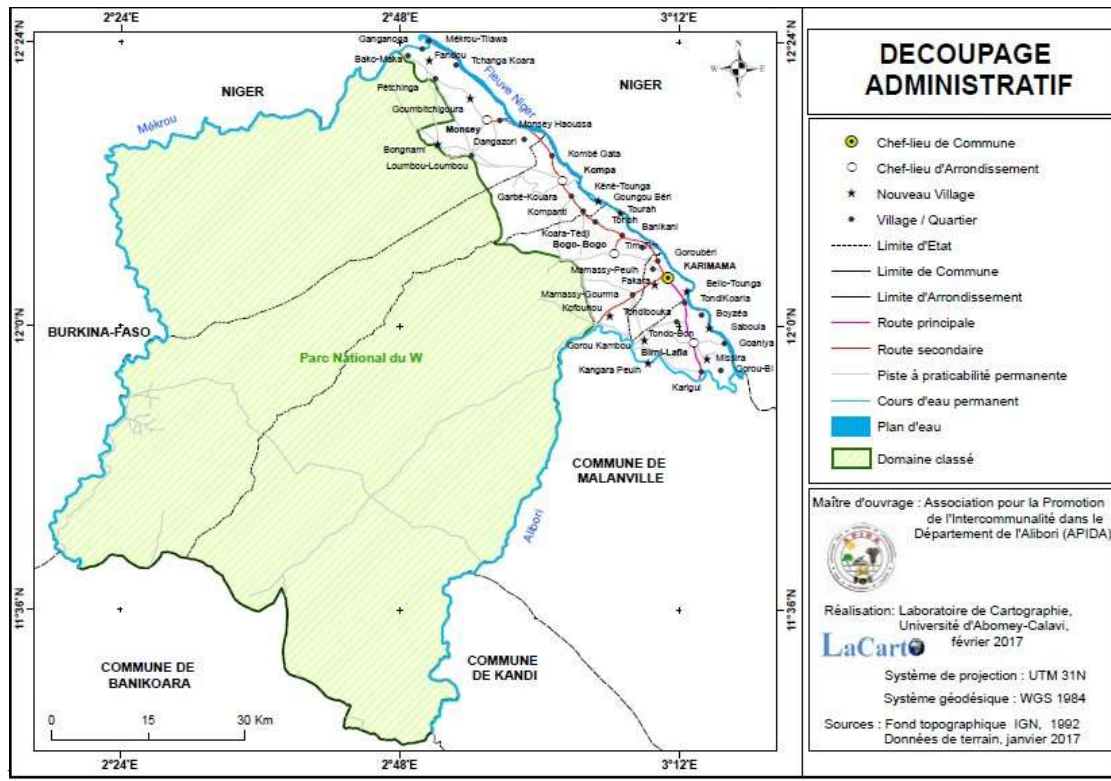
1. Méthodologie

1.1. Zone d'étude

La Commune de Karimama est située dans le Département de l'Alibori (Figure 3). Elle constitue la pointe septentrionale du Bénin. Elle est située à l'extrême Nord-Ouest du Bénin entre les parallèles 11°50' et 12°25' de latitude Nord et les méridiens 2°43' et 3°20' de longitude Est et couvre une superficie de 6102 km² dont 92,31% occupés par l'une des plus grandes réserves de faune du pays, le Parc W.

Plusieurs projets et programmes interviennent dans la commune de Karimama, dont le projet de promotion des bonnes pratiques d'hygiène-assainissement, mise en œuvre par SIA N'SON ONG, et financé par l'UNICEF. Ce projet adopte une stratégie appelée Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC), dont la porte d'entrée est la fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL).

Figure 1 : Carte de la situation administrative de la commune de Karimama



1.2. Echantillonnage

L'unité d'enquête est le ménage. Les ménages sont les bénéficiaires directs de l'intervention et sont en amont en aval du projet. C'est eux qui valident l'approche à travers le déclenchement et décident de mettre fin à la défécation à l'air libre.

La Commune de Karimama compte cinq arrondissements. Tous les cinq (5) arrondissements ont fait l'objet d'enquête. La taille de l'échantillon s'est faite par la formule de Swartz (1960) :

$$N = t^2 * p * (1-p) / m^2 \text{ avec :}$$

N : la taille de l'échantillon ; m : Marge d'erreur (généralement de 5%).

t : Niveau de confiance (la valeur type du niveau de confiance de 95% est 1,96)

p : proportion estimée de la population qui présente la caractéristique.

En partant de cette formule, la taille N de l'échantillon donne : **N=140.**

Au total, 140 chefs-ménages répartis proportionnellement entre les arrondissements de Karimama ont été enquêtés. A l'intérieur de chaque arrondissement, un village d'intervention est tiré au hasard. Le tableau 1 présente la répartition des ménages enquêtés par arrondissement.

Tableau I : Répartition des personnes interrogées par arrondissement

Arrondissement	Effectif de la population	Proportion en %	Effectif dans l'échantillon	Villages retenus
Karimama	11 901	17,93	25	Gazéré Tounga
Kompa	13 142	19,81	28	Kompaizé Koara
Monsey	13 090	19,73	28	Pétchinga
Bogo-Bogo	10 888	16,41	23	Mamassy Gourma
Birmi Lafia	17 332	26,12	36	Kargui
Total	66 353	100	140	

Source : Données de terrain (Janvier, 2022)

Concernant les personnes ressources, le tableau II présente les différentes personnes ressources et leurs profils.

Tableau II : Effectifs des personnes ressources par catégories d'acteurs

Catégorie d'acteurs	Effectifs enquêtés
Responsable Eau, Hygiène et Assainissement (REHA)	1
Technicien d'Hygiène-Assainissement de l'hôpital (THA)	1
Elus locaux	3
Leaders Naturels ou membres des comités locaux d'assainissement	10
Les facilitateurs	2
Total	17

Source : Données de terrain (Janvier, 2022)

Les personnes ressources ont été enquêtées pour les motifs suivants :

- Leaders Naturels ou membres des comités locaux d'assainissement : Ils constituent les relais d'information entre les facilitateurs et les communautés à la base sur les étapes de mise en œuvre de l'ATPC.
- les facilitateurs, l'Agent d'hygiène, le REHA : Ils sont des hommes et femmes formés pour accompagner les communautés dans leurs processus de mettre fin à la défécation à l'air libre.
- les élus locaux qui sont les maitres d'ouvrage du projet.

1.3. Données collectées et analyse des données

Les données collectées proviennent de deux sources. Il s'agit de la recherche documentaire et de la collecte de données secondaire par enquête sur le terrain.

La recherche documentaire sur internet a permis de collecter des informations sur la situation de la défécation à l'air libre dans le monde et au Bénin, de parcourir le guide de mis en œuvre de l'Assainissement total piloté par les communautés et de faire une synthèse des théories d'analyse de l'adoption des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement en communauté.

Quant aux données d'enquête de terrain, elles ont été recueillies au moyen d'un guide d'entretien et d'un questionnaire auprès des chefs ménages échantillonnés. Les items abordés dans les outils de collectes de données sont : les constats après la fin de chaque phase des programmes d'hygiène assainissement, les facteurs explicatifs du retour à la défécation à l'air libre, l'attitude des communautés vis-à-vis de la réalisation des latrines et les recommandations pour une amélioration des futures interventions du projet.

Les observations faites au cours de la collecte de données concernent l'existence ou non des latrines dans les ménages, leurs utilisations, la propreté des cours des ménages, l'existence des aires de défécation dans le village et surtout de comparer les discours aux propos recueillis lors des entretiens.

Les données recueillies sur le terrain ont été dépouillées manuellement. Il a été question dans un premier temps de traduire en français et de transcrire intégralement les entretiens réalisés et enregistrés en langues locales. La statistique descriptive a été utilisée pour traiter les données quantitatives au moyen du logiciel Excel 2013. Les données qualitatives seront organisées par centre d'intérêt en tenant compte des objectifs de la recherche. Elles seront traitées par la technique analyse du contenu des discours.

2. Résultats

2.1. Facteurs de retour à la Défécation à l'Air Libre (DAL)

Plusieurs facteurs expliquent le retour à la DAL dans les localités. Il s'agit des cérémonies et marchés, de la délocalisation et nouvelles constructions après les inondations, de la proximité des localités avec le Niger et la mise en œuvre des projets à subventions, et de la non-durabilité des ouvrages.

2.1.1. Les cérémonies et jours de marchés comme facteurs explicatifs du retour à la défécation à l'air libre

En rassemblant des acteurs venants de plusieurs horizons, les cérémonies mobilisent des personnes ayant des pratiques d'hygiène et d'assainissement différentes, ce qui impactent négativement le statut FDAL des localités. Les visiteurs ne disposant pas des mêmes informations sanitaires que leurs hôtes adoptent des comportements de gestion des fèces en contradiction avec ceux de leurs milieux d'accueil. Ainsi, constate-t-on par exemple, l'existence d'excréments humains dans des endroits où la matière fécale avait disparu après les sensibilisations. Interrogés, certains parmi eux confessent ne pas voir le rapport entre « déféquer à l'air libre » et la « santé humaine ». Les propos de K. S., 29 ans ménagère à Birni-Lafia,

attestent bien de ce point de vue : « Il arrive que nos enfants chient là où nous préparons le repas familial, malgré la présence des mouches nous ne tombons pas malade ».

Pour la majeure partie des membres des comités locaux qui se sont prononcées sur la question, c'est plus naturel de déféquer dans la nature et c'est plus discret. Selon monsieur A. A., 31 ans, agriculteur à Birni-Lafia : « Contrairement à la latrine, lorsqu'on se met à l'aise dans la nature on sent l'air sur le corps, c'est doux »

Au nombre des enquêtés se retrouvent des individus qui méconnaissent le péril fécal. Ceux-ci n'admettent généralement pas l'impact des matières fécales sur la santé.

Par ailleurs, dans certains cas, des visiteurs ont de la peine à utiliser les latrines. Ils confessent ne pas savoir utiliser le lieu d'aisance qu'on leur offre et raconte plusieurs expériences malheureuses, dont des effondrements de latrines pendant leurs utilisations. Il en est de même pour les jours de marché où les latrines des ménages sont aussi surchargées, et donc la zone de défécation à l'air libre devient un recours pour se mettre à l'aise.

2.1.2. Délocalisation et nouvelles constructions après les inondations

A Karimama, les inondations sont fréquentes et surviennent pratiquement toutes les années, du fait de la proximité avec le lit du fleuve Niger. Cette situation engendre la destruction des habitats et des ouvrages d'assainissements dont les latrines, entraînant un relogement temporaire sur d'autres sites, en attendant le retrait de l'eau. Les nouveaux sites d'accueil ne disposent pas toujours des commodités nécessaires pour un bon assainissement. Les populations se voient obligées de faire recours à la Défécation à l'Air libre. C'est le cas de Kargui et de Kompaizé Koara où les populations passent régulièrement la saison pluvieuse hors de leurs lieux de résidence habituelle.

En fin de saison, le retour exige la reconstruction des habitats et des latrines. Malheureusement, les communautés ont tendance à ne plus refaire les ouvrages. A cet effet, Monsieur M. K.S., 34 ans, agriculteur résident à Kompaizé Koara affirme : « Nous sommes obligés de toujours reprendre nos cases, puisque nous devons dormir, mais reconstruire les latrines c'est difficile, à force de le faire on finira par creuser partout dans la maison. En attendant on va en brousse ».

On peut donc comprendre à travers ces propos, les difficultés qu'éprouvent les chefs de ménage pour la réalisation des latrines.

2.1.3. Proximité des localités avec le Niger et la mise en œuvre des projets à subventions

Un autre aspect du retour à la DAL dans la commune de Karimama est l'incohérence entre les politiques nationales du Bénin et celles du Niger. En effet, pour le même objectif, les deux pays adoptent la même approche avec des principes différents.

Au Bénin, il est formellement interdit de subventionner la réalisation des ouvrages d'assainissement dans les communautés. Alors que de l'autre côté du fleuve, à une distance inférieure souvent à 500m (au Niger), les communautés reçoivent des dons de paquets de ciment et des accompagnements financiers pour la réalisation de latrines. Etant donné que, les deux communautés partageant le même espace, les mêmes marchés, les mêmes cultures, les mêmes langues, celles du côté béninois ne comprennent pas pourquoi on refuse de les soutenir dans la réalisation des ouvrages avec le don des paquets de ciment. Elles estiment que les fonds qui leur sont destinés sont détournés par les facilitateurs. Pour cela ils sont réticents à la réalisation des ouvrages.

En outre, Karimama est une commune dont les populations sont habituées à recevoir de l'assistance en nature ou en espèce de la part des projets qui y interviennent. On peut citer par exemple le projet de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PNDPE) financé par la banque mondiale qui fait des donnent régulièrement des ustensiles de cuisines, des sacs de riz, et des plants fruitiers. Le Projet d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire (PUASA) a également distribué en masse, entre 2011 et 2015, des kits d'irrigation pour promouvoir l'agriculture de contre saison. Des programmes de l'UNICEF ont également distribués des tentes et des kits d'hygiène composés de savon et des comprimés aquatabs. Ces pratiques ont provoqué au niveau des communautés, une mentalité de toujours espéré des dons des projets.

Dans ces conditions, le principe de faire-faire sur lequel repose l'ATPC constitue un obstacle majeur dans l'atteinte des objectifs visés. Ces communautés estiment d'ailleurs que le refus de réaliser les latrines permettra aux bailleurs de venir constater le détournement des fonds et de compromettre le facilitateur.

2.1.4. La non-durabilité des ouvrages

Chaque phase de l'ATPC est prévue pour une durée de 8 mois. Cette durée est jugée insuffisante par les facilitateurs pour espérer un réel changement social de comportement dans des communautés à faible densité humaine et qui sont entourées de brousse. Dans ce contexte, la pression des facilitateurs emmène les communautés à réaliser des latrines dans l'urgence et en

trop grand nombre avec des matériaux de bord et qui ne sont en fin de compte ni hygiéniques, ni pérennes.

Cette pression se manifeste par des pratiques d'intimidation qui consiste à menacer la population ou le ménage à être convoquée au poste de police pour pollution atmosphérique. Ce qui signifie l'échec de la sensibilisation et l'absence de motivation ou d'adhésion de la communauté à l'objectif.

Dans ces conditions, les latrines sont construites par les ménages dans le but d'obéir à une norme que d'en faire un bon usage. Ainsi, les ouvrages sont faits avec des matériaux précaires qui résistent très peu aux intempéries notamment les inondations.

La non durabilité des ouvrages apparait donc comme la conséquence directe d'une tricherie des structures de mise œuvre et surtout des facilitateurs avec les principes de l'approche ATPC dans son implémentation.

Planche 1 : Quelques latrines en matériaux précaire à Karimama



Source : Photos de terrain, Soulé EL HADJ (2022)

2.1.5. La défaillance du dispositif de suivi après la certification FDAL

Les entretiens de terrain ont révélé que les comités locaux d'assainissement et les leaders naturels deviennent inactifs après le projet. Pour cause, leur engouement est dans beaucoup de cas soutenu par une motivation ayant l'allure d'un salaire que les facilitateurs leur accordaient pour atteindre ses objectifs. Cette manière de fonctionner entre en contradiction avec les principes de l'approche, bien qu'étant nécessaire pour garantir la pérennisation des acquis. Les élus et les acteurs communaux d'hygiène et d'assainissement, faute de moyens et de motivation abandonnent le suivi, laissant ainsi les communautés à elles-mêmes, dans un contexte où, le rapport entre santé et péril fécal n'était pas encore bien ancrés dans leurs savoirs collectifs. Le relâchement se constate à tous les niveaux et la DAL reprend de plus belle, en entendant le retour des facilitateurs qui souvent font des répit allant de 12 mois à 22 mois.

2.1.6. Existence d'autres priorités que l'hygiène-assainissement

Selon les enquêtés, il peut exister à l'intérieur d'un village, une diversité de problèmes propres à chaque ménage, ou même à chaque individu qui selon la position de chacun lui paraissent comme une priorité, donc plus important que ceux liés à l'hygiène et l'assainissement.

Par exemple, les chefs ménages ont des contraintes de temps et de budget pour faire face à leurs occupations champêtres en période de pluies. Au même moment, le facilitateur du projet a souvent des contraintes de délai qui lui est fixé dans son contrat pour atteindre les résultats. Dans ce cas, les réalisations acquises ne sont souvent pas durables et disparaissent après l'intervention du projet, sous l'effet des premières pluies. Selon Monsieur B. I., 37 ans, cultivateur à Mamassy Gourman :

« Aujourd'hui, si ma latrine s'est effondrée, c'est parce que en son temps, le facilitateur m'a mis la pression pour réaliser un ouvrage précaire dans le délai qui lui est imparti. J'ai suggéré qu'il me permette de vendre mes récoltes d'arachide pour pouvoir acheter du ciment et réaliser une latrine durable, il a refusé pour le fait qu'il a un objectif à atteindre dans un délai proche. Ce qui n'était pas moi, ma priorité du moment »

2.2. Attitudes des communautés vis-à-vis de la latinisation

La majorité des répondants (84%) estiment que le fait de ne pas avoir de latrine résulte de contraintes budgétaires. Selon eux, le manque de moyens financiers est l'obstacle principal à la construction d'une latrine.

Selon Monsieur A. D., un chef ménage ayant de latrine à Mamassy Gourman, « si d'autres n'en ont pas c'est parce qu'ils n'ont pas les moyens pour financiers les coûts de construction »



En plus des difficultés financières, il existe aussi des attitudes négatives à l'égard des latrines à Karimama. En effet, partant du mode de fonctionnement des facilitateurs, les populations perçoivent la réalisation des latrines comme la réponse à une urgence. Urgence qui, dans les faits, ne sont ni connue, ni vécue par les communautés. Dès lors, la promotion des latrines ne paraît plus comme un facteur de développement. Cette attitude vis-à-vis des ouvrages développe un dégoût, une répugnance qui les éloigne de l'utilisation des latrines.

Contrairement aux positions ci-dessus ; bien acteurs ont des attitudes positives par rapport aux latrines. Selon monsieur A. N., 24 ans, agriculteur enquêté résident à Kargui, « Avoir une latrine à domicile est perçue comme un signe extérieur de progrès et de promotion de la santé familiale, mieux le fait de recevoir des hôtes et de pouvoir leur offrir la possibilité d'utiliser une toilette est un facteur de prestige et de motivation important ».

Pour lui c'est la protection de la santé des enfants et des adultes qui l'a motivé à avoir une latrine, eu égard notamment à la menace que représente le choléra.

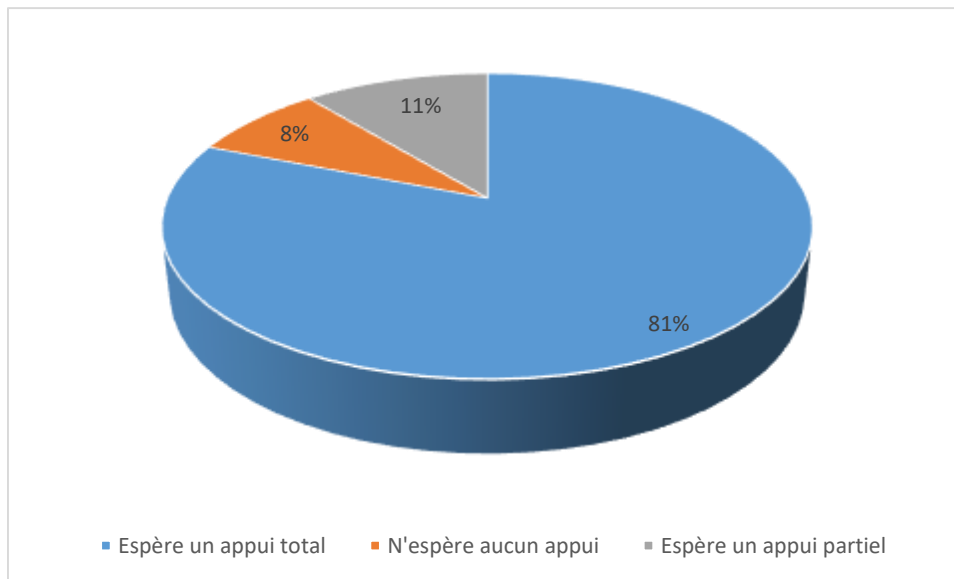
Il estime que si les gens retournent à leurs anciennes pratiques après les différentes phases de l'ATPC, latrinisation peine à prendre chez d'autres, c'est parce qu'ils attachent moins d'importance à la propreté et par ricochet à la santé d'une part, puis par ce qu'ils ignorent d'autre part le plaisir qu'on tire de la possession d'ouvrages sanitaires bien entretenus.

Les intentions des ménages qui n'ont pas de latrines ont été également analysées. Il ressort que 81%, comptent sur un appui extérieur pour construire les latrines durables. Selon ces répondants, sans aides, ils ne pourront pas rien réaliser ; dans un contexte où le projet est sans subvention. Ils s'attendent donc à recevoir des latrines gratuitement.

A peine 8 % des répondants sans latrines, sont prêts à financer la réalisation des latrines sans assistance extérieure. Ce sont le plus souvent les leaders naturels, les élus ou les revenus d'aventures qui ont une bonne perception de l'utilisation des latrines.

11% des ménages estiment qu'ils pourraient contribuer en fournissant une partie des matériaux, ou en amenant d'autres moyens techniques ou financiers. Ils justifient leurs déclarations par leurs faibles pouvoirs économiques.

Figure 2 : Analyse des intentions pour les ménages sans latrines



Source : Traitement des données d'enquête, Mars 2022

3. Discussions

Plusieurs études ont été réalisées en rapport avec la durabilité des ouvrages d'assainissement réalisés par les ménages dans le cadre de la mise en œuvre de l'ATPC. Pour certains auteurs, plusieurs facteurs expliquent la détérioration des ouvrages quelques mois après leur réalisation. Il s'agit des facteurs d'ordre environnemental, technologique, et économique. Entre autres études, Dos Santos et Legrand (2007, p43), ont remarqué que les populations à la base sont bien conscientes des enjeux liés à l'hygiène et tentent de se protéger à la suite d'actions de sensibilisation, mais les facteurs environnementaux fragilisent les réalisations. Ce constat n'est point loin de ceux faits à Karimama où, les inondations fréquentes condamnent les populations à un recommencement permanent qui finit par abandonner et reprendre avec la DAL.

Sur le plan économique, une étude réalisée en Haïti (EPCV, ONS, 2009, p11) fixant les seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté urbaine (moins de 1euros/mois) confirme la situation de vulnérabilité des ménages établis dans le quartier de Hay Saken. Cela vient corroborer la situation sanitaire à Karimama. En effet, plus de 77% des affections reçues en consultation centre de santé liés aux maladies hydro-fécales proviennent des catégories d'enfants malnutri, il s'agit pour la plus part du temps, de ménages dont le repas familial est exclusivement fait d'une bouillie de mil appelée « commandy ». La vulnérabilité aux risques environnementaux et sanitaires liés à l'assainissement et à l'hygiène de base s'appréhende en tant qu'un résultat de la précarité des latrines en particulier et de l'habitat en général (Salem, 1998, p5 ; Obrist et al, 2006, p12). En effet, il est souvent admis que les investissements sociaux dans le domaine de



l'eau et de l'assainissement qui coûtent cher pour les ménages ne soient pas une priorité pour les occupants de logements précaires dans des quartiers défavorisés (OMS-UN Habitat, 2010, p2). Selon Obrist et *al*, (2006, p12), la réussite d'une bonne sensibilisation est liée aux mesures d'accompagnement qu'on peut mettre à la réalisation des latrines pour l'encourager dans ses efforts de changement. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'ATPC à Karimama, il s'agira de développer des approches qui permettent de proposer des solutions appropriées d'accès à l'eau et à l'assainissement en appliquant des technologies socialement, économiquement, culturellement, environnementalement et techniquement adaptées aux communautés vulnérables.

Conclusion

Cet article a permis d'analyser les facteurs de durabilité du statut FDAL dans le cadre de la mise en œuvre de l'ATPC dans la commune de Karimama au Nord Bénin. Nos résultats indiquent que la prise de conscience pour un changement de comportements durables en matière d'assainissement semble se réaliser timidement. La fin de chaque phase du projet est caractérisée par un abandon total des bonnes pratiques en matière d'hygiène assainissement. Il est alors important que les facteurs à la base de cette situation soient pris en compte dans la définition des stratégies nationales de mise en œuvre des prochains programmes dans le domaine de l'hygiène-assainissement. Au lieu d'être global, les approches doivent varier en fonction du niveau de vulnérabilité et de la réalité des communes. Il s'agit de prendre en compte dans le dispositif du projet, le fait que les problèmes d'assainissement ne sont pas les plus importants, et de retenir que l'ATPC devra être vraiment piloté par la communauté. En conclusion, une ATPC mal mise en œuvre n'assure pas la pérennité dans le changement des comportements et moins encore la durabilité des ouvrages.

Références bibliographiques

Banque Mondiale, 2012, *Impacts économiques d'un mauvais assainissement en Afrique. Water and Sanitation Program. Rapport final*, Banque Mondiale. 87 p.

INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique), 2013, *Enquête Démographique et de Santé (EDSBIV) – Bénin 2011-2012. Benin et Macro International Inc.* Calverton, Maryland, USA. Rapport général.

INSAE, 2013, *Institut National des Statistiques et de l'Analyse Economique _Que retenir des effectifs de la population au bénin. Cotonou (Bénin), 33p.*



JERNECK Anne, 2016, *Sanitation and Hygiene Behaviour Change at Scale: Understanding Slippage*, Genève : Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC), 23p.

JMP, 2017, *WHO/UNICEF Joint monitoring Programme for water Supply*, Sanitation and hygiene, Unicef, 20p.

JMP Benin, 2020, *Fiche synthétique de la situation de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement au Bénin*, 6 p.

KAR Kamal, 2010, *Guide de formation des facilitateurs, faciliter les ateliers de formation sur le terrain pour l'assainissement total piloté par la communauté*, 44 p.

KAR Kamal, 2008, *Manuel de l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) version finale*, 100 p.

MOSCOVICI Serge, 2004, *La psychanalyse, son image et son public*, Presse Universitaire de France, 512p

OBRIST Brigit et WYSS Kaspar, 2006, « Lier la recherche en milieu urbain avec l'approche Livehood : Défis et perspective », *Vertigo*, 21p

OMS/UNICEF, 2012, *Progrès en matière d'alimentation en eau et d'assainissement*, 64p. 15.

PHAC, 2015, *Plan d'Hygiène et d'Assainissement Communal de Karimama*, 163 p.

ROUSSAY Pascal, 1991, *Health care costs of physical inactivity in Canadian adults. Applied Physiology, Nutrition, and Metabolism*, 3 7(4), 803-806.

SALEM Gérard, 1998, *La santé dans la ville : Géographie d'un petit espace dense : Pikine, Sénégal*. Paris (France), ORSTROM, 360p.

SNPHAB, 2018, *Stratégie Nationale de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (2018-2030)*, DNSP/MS, Cotonou (Bénin), 82p.

SWARTZ David, 1960, « La méthode statistique en médecine : Les enquêtes étiologiques », *Revue de statistique appliquée*, tome 8, n°3 p5-27

UNICEF, 2014, *Sustainability of ODF Practices in Kenya*, UNICEF WASH Field Note series, <https://www.unicef.org/esaro/UNICEF-FN-ODF-Sustainability.pdf>



UNICEF, 2016, Equity, Scalability and Sustainability in UNICEF WASH Programming: Evidence from UNICEF Evaluations 2007-2015, UNICEF Evaluation Office, 132p.

UNICEF, 2017, Coping strategies on damaged toilet facilities: The case of Aroroy, Masbate, draft report copy from UNICEF Philippines team

UNICEF, 2009, Community Approaches To Total Sanitation Based on Case Studies from India, Nepal, Sierra Leone, Zambia, New York, NY, USA UNICEF, Field notes/UNICEF. 27p.

UNICEF et OMS, 2010, Progress Towards the MDG Sanitation Target Source: Snapshot on Sanitation in Africa, juin, NewYork: WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation, 22 p.

UNICEF et OMS, 2012, Progress Towards the MDG Sanitation Target Source: Snapshot on Sanitation in Africa, juin, NewYork: Progress on sanitation and drinking water. Report, UNICEF, Genève. 90 p.

WaterAid, 2007, Community Led Total Sanitation (CLTS): An Evaluation of the

WHO, 2011, 1st Report on Zoonoses and Marginalised Infectious Diseases of Poverty. Zoom-In Annual Report, Chapter 3, Community Led or Community Directed Interventions, *Global Report for Research on Infectious Diseases of Poverty*, Genève. 184 p.

WSSCC, 2010, Sanitation Sector Status and Gap Analysis: Bénin, 39 p.

WSSCC, 2019, “Measuring the last mile: discussing new sustainability and equality data across at-scale behaviour change programmes”, *PowerPoint presentation made at IRC All Systems Go! Symposium*, 14p.

ZAKARI Bukary, 2019, « La sociologie de l’assainissement : latrinisation, représentations sociales et logiques d’action dans les villes moyennes au Burkina Faso, Défis et perspective ». *Vertigo*, 21p.